

8 MILLIONS D'ÉLÈVES ATTENDUS AUJOURD'HUI

Une rentrée, des craintes

Jour J pour pas moins de 8 millions d'élèves et la famille de l'éducation. La rentrée scolaire placée sous le signe de l'allègement des horaires pour le cycle primaire ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Les représentants de différents corps du secteur font part de leurs inquiétudes. Les intendants joignent l'acte à la parole en débrayant dès aujourd'hui.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La Coordination nationale des adjoints de l'éducation maintient son appel à la grève. Les 50 000 adjoints de l'éducation boycottent la rentrée. Ils ne sont pas les seuls à faire part de leur insatisfaction. Les trois syndicats représentant le palier du secondaire sont montés au créneau à la veille de la rentrée. Le Cnapest, le Snapest et le CLA, mettant en cause la bonne foi de la tutelle, doutent de son intention de régler les problèmes en suspens. Les syndicats autonomes réclament non plus des promesses mais des actes. Ils exigent la concrétisation des nombreux procès-verbaux signés par la tutelle.

Les disparités entre fonctions, les primes et la gestion des œuvres sociales continuent de miner le secteur. Chaque année, des grèves cycliques paralysent le secteur, engendrant des retards préjudiciables. L'année en cours ne fera probablement pas exception, notamment dans le secondaire.

Les syndicats qui n'ont plus besoin de faire la preuve de leur représentativité se disent prêts à toute éventualité. Si aucune date n'est pour le moment avancée, il n'est pas exclu qu'une coordination intersyndicale paralyse le palier du secondaire juste après la rentrée. Des conseils nationaux sont en, effet, prévus et pourraient

déboucher sur la décision de débrayer. Le palier primaire, principal concerné par la réforme cette année, n'est pas à l'abri des inquiétudes. L'allègement des programmes et l'institution d'activités périscolaires, s'il a été globalement bien accueilli par la famille de l'éducation, a fini par susciter des craintes.

Expérience première en Algérie, elle suscite déjà quelques appréhensions. Les enseignants du primaire n'ayant pas reçu de canevas des activités à proposer aux enfants après 14h30 minutes redoutent de devoir improviser pour occuper les élèves.

Les moins optimistes craignent qu'en l'absence de moyens, ils ne soient réduits à faire du gardiennage plutôt que de créer une véritable vie scolaire à l'intérieur des établissements.

En réunissant les enseignants en juillet dernier, le ministère de l'Éducation avait donné le ton en informant les enseignants qu'au-



Photos : Samir Sid

Le palier primaire n'est pas à l'abri d'une grève.

cun programme n'avait été tracé pour la mise en œuvre de l'allègement des programmes. Les ensei-

gnants devront donc faire preuve d'imagination et s'impliquer pour offrir aux enfants de véritables espaces de vie.

Faute d'engagement personnel, l'heure dédiée aux activités périscolaires risque de se transformer en gardiennage pure et simple, ce qui ôtera à l'allègement des horaires et à l'introduction d'activités ludiques toute essence. L'inquiétude est donc généralisée. Seules des réponses concrètes à des inquiétudes légitimes permettront de détendre l'atmosphère et de permettre à l'année scolaire de se dérouler dans la sérénité.

N. I.

Les corps communs débrayent les 26 et 27 septembre

Le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale rejoint le terrain de la contestation. Son conseil national vient de décider d'entamer une grève de deux jours les 26 et 27 septembre prochains. Dans un communiqué rendu public à l'issue de cette réunion, le syndicat se dit préoccupé par «la situation dramatique que vivent les fonctionnaires appartenant aux corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale».

Il revendique «la révision de la classification catégorielle et de la promotion interne de

l'ensemble des corps, spécialement les ouvriers professionnels qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté et qui peinent à faire vivre dignement leurs familles».

Le syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale réclame «l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le décret exécutif 08/315 en incluant l'octroi de la prime pédagogique pour les laborantins et la prime de documentation aux documentalistes, les administratifs et les informaticiens avec effet rétroactif, l'intégration des laboran-

tins directement dans le corps des attachés et attachés principaux de laboratoire sachant qu'ils exercent les mêmes fonctions, la révision des articles relatifs à la dépermanisation, la généralisation de la prime du Grand Sud, la généralisation de l'octroi de la prime de rendement aux taux de 40% au lieu de 30%, la levée des sanctions injustifiées infligées aux cadres syndicaux et l'intégration du personnel des agents de sécurité et l'instauration d'un statut particulier propre à ce corps de travailleurs».

N. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU CLA

Vers des actions de protestation dès le mois d'octobre

Le Conseil des lycées d'Alger (CLA) est décidé à reprendre la protestation dès le mois d'octobre prochain. «Les actions qui prendront différentes formes se feront avec la participation des autres syndicats ou sans», a déclaré M. Idir Achour, secrétaire général du CLA, qui annoncera la tenue d'un rassemblement de l'Intersyndicale le jour de la tenue de la tripartite.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse tenue hier, le secrétaire général du CLA a annoncé que son syndicat ira vers des actions de protestation à partir du mois d'octobre.

La première action se fera sous la forme d'un rassemblement qui se tiendra le jour de la réunion de la tripartite et avec la participation des membres de l'Intersyndicale. Selon le CLA, les principales revendications des travailleurs du secteur n'ont pas eu d'écho auprès des instances concernées.

Les syndicalistes demandent la révision de la politique salariale avec la réévaluation du point indiciaire ainsi que la retraite après 25 ans de travail avec un taux de 100%. La question des œuvres sociales est aussi à l'ordre du jour du CLA.

«Quelle que soit la composition des commissions des wilayas et de daïras, on ne peut contrôler

d'éventuelles malversations quand on gère des milliards. La solution est de dissoudre les commissions et de les remplacer par des commissions au niveau de chaque établissement. De ce fait, l'orientation de l'argent des œuvres se fera par le biais des assemblées générales», a déclaré le secrétaire général du CLA.

Il notera, par ailleurs, qu'il s'agit de garder les principes de solidarité et de transparence entre les travailleurs. Pour l'intervenant, c'est à l'Inspection générale des finances de faire l'inventaire des œuvres sociales. «Il est important de récupérer les biens des œuvres sociales et de les rendre au ministère de l'Éducation, ce sont des biens du secteur», a déclaré M. Idir.

Il annoncera, par ailleurs, qu'il y a «des sièges de wilaya qui sont domiciliés dans des écoles en dépit du manque flagrant d'établissements».



30% des élèves sont sans livres scolaires.

Le CLA dénoncera, par ailleurs, la composition de la tripartite dont sont exclus les acteurs sociaux. «Nous leur demandons de ne pas toucher à

la question des libertés syndicales et à la retraite. Ils ne doivent pas aussi toucher à nos acquis», a averti le secrétaire général du CLA. Il annoncera que le week-

end prochain et dans le cadre d'une réunion avec l'Intersyndicale seront finalisés les détails de l'organisation du rassemblement le jour de la tenue de la tripartite.

Le CLA attirera aussi l'attention sur le fait que 30% des élèves sont sans livres scolaires. «En dépit des assurances du ministère de tutelle, la majorité des établissements n'ont pas encore reçu les livres scolaires dans leurs magasins», a précisé M. Achour. Il dira, par ailleurs, que 80% des infrastructures scolaires nouvelles n'ont pas été réceptionnées.

Le secrétaire général du CLA annoncera que le syndicat n'a pas été agréé à ce jour et ce, en dépit des maintes demandes dûment formulées auprès du ministère du Travail. La dernière remonte, selon le syndicaliste, au mois de juin passé : «Nous avons reçu une réponse selon laquelle les statuts du syndicat ne sont pas compatibles avec la loi 90/14 sans plus de précisions sur les articles concernés. Nous avons décidé d'envoyer des missives à l'APN, au Sénat et au ministère de l'Éducation», a déclaré M. Idir.

F.-Z. B.